

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/VEN/1
2 février 2001

(01-0533)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

VENEZUELA

Conformément aux dispositions de l'article 63:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), le Venezuela a notifié ses lois et réglementations relatives à la propriété intellectuelle dans les communications que sa Mission permanente a fait parvenir au Secrétariat les 9 mars 2000 et 15 janvier 2001, comme suit:

- On trouvera à l'annexe I les "Principales lois et réglementations consacrées à la propriété intellectuelle".
- On trouvera à l'annexe II, les "Autres lois et réglementations".

ANNEXE I

**PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES
À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Propriété intellectuelle, en général</p> <p><u>Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce</u>¹</p> <p>Journal officiel spécial n° 4.829 du 29 décembre 1994.</p> <p><u>Constitution de la République bolivarienne du Venezuela</u>¹, promulguée le 15 décembre 1999 et entrée en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.860 du 30 décembre 1999.</p> <p>Propriété industrielle²</p> <p><u>Décision n° 486 de la Commission de l'Accord de Carthagène</u>³, instituant le Régime commun concernant la propriété industrielle.</p> <p>Adoptée à Lima (Pérou), le 14 septembre 2000. Publiée au Journal officiel de l'Accord de Carthagène n° 600, page 2, du 19 septembre 2000. Entrée en vigueur: 1^{er} décembre 2000.</p>	<p>Les articles 98, 124 et 127 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela contiennent un ensemble de dispositions relatives à la propriété intellectuelle.</p> <p>La Décision n° 486 sur le Régime commun concernant la propriété industrielle de la Communauté andine remplace la Décision n° 344. La Décision n° 486 reprend les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux principes généraux; aux brevets d'invention; aux modèles d'utilité; aux dessins et modèles industriels; aux schémas de configuration de circuits intégrés; aux marques; aux indications géographiques; à la concurrence déloyale; aux secrets industriels; aux moyens de faire respecter les droits; aux mesures à la frontière et aux actions pour atteinte aux droits.</p>

¹ Voir le document IP/N/1/VEN/C/1 – IP/N/1/VEN/I/1.

² Cette notion recouvre les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les obtentions végétales, les schémas de configuration de circuits intégrés, les renseignements non divulgués et la propriété industrielle en général.

³ Voir le document IP/N/1/VEN/I/4.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Décision n° 344 de la Commission de l'Accord de Carthagène⁴</u>, instituant le Régime commun concernant la propriété industrielle.</p> <p>Journal officiel spécial n° 4.676 du 18 janvier 1994.</p> <p><u>Décision n° 345 de la Commission de l'Accord de Carthagène⁵</u>, instituant le Régime commun concernant la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales.</p> <p>Journal officiel spécial n° 4.676 du 18 janvier 1994.</p> <p><u>Loi sur la propriété industrielle⁶</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 2.4873 du 14 octobre 1955.</p> <p><u>Décret n° 3136⁷</u></p> <p>Journal officiel n° 36.618 du 11 janvier 1999.</p>	<p>Ce décret porte réglementation de la Décision n° 345 de la Communauté andine des Nations relative au régime commun concernant la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales.</p> <p>Le décret développe les principes contenus dans la Décision n° 345 de la Communauté andine des Nations visant à reconnaître et à garantir la protection adéquate et effective des droits des obtenteurs de variétés végétales.</p>

⁴ Voir le document IP/N/1/VEN/I/2.

⁵ Voir le document IP/N/1/VEN/P/1.

⁶ Voir le document IP/N/1/VEN/I/3.

⁷ Voir le document IP/N/1/VEN/P/2.

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Droit d'auteur et droits connexes</p> <p><u>Décision n° 351 de la Commission de l'Accord de Carthagène⁸,</u> instituant le Régime commun concernant le droit d'auteur et les droits connexes.</p> <p>Journal officiel spécial n° 4.720 du 5 mai 1994.</p> <p><u>Loi sur le droit d'auteur⁹</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 4.638 du 1^{er} octobre 1993.</p> <p><u>Règlement d'application de la Loi sur le droit d'auteur et de la Décision n° 351¹⁰</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 4.891 du 26 avril 1995.</p>	

⁸ Voir le document IP/N/1/VEN/C/2.

⁹ Voir le document IP/N/1/VEN/C/3.

¹⁰ Voir le document IP/N/1/VEN/C/4.

ANNEXE II

AUTRES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Propriété intellectuelle, en général</p> <p><u>Décret n° 368, ayant rang et force de loi, concernant la simplification des démarches administratives</u></p> <p>Journal officiel n° 36.845 du 7 décembre 1999. Entrée en vigueur: 7 décembre 1999.</p> <p><u>Réforme partielle de la Loi organique sur l'administration centrale Décret n° 369</u></p> <p>Journal officiel n° 36.850 du 14 décembre 1999. Entrée en vigueur: 14 décembre 1999.</p> <p><u>Décret n° 1580 – Règlement des services autonomes non dotés de la personnalité juridique</u></p> <p>Journal officiel n° 29.123 du 27 novembre 1996. Entrée en vigueur: 13 novembre 1996.</p> <p><u>Décret n° 1768 – Portant création du Service autonome de la propriété intellectuelle non doté de la personnalité juridique, au sein du Ministère de l'industrie et du commerce</u></p> <p>Journal officiel n° 36.192 du 24 avril 1997. Entrée en vigueur: mai 1998.</p> <p><u>Décret n° 150, ayant rang et force de loi, réformant partiellement la Loi organique sur les douanes</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 5.353 du 17 juin 1999.</p>	<p>Rationalise les démarches administratives que les particuliers effectuent auprès de l'administration publique en vue d'accroître l'efficacité et la rapidité des procédures administratives.</p> <p>Contient les lois organiques relatives aux organismes publics chargés d'administrer les normes en matière de propriété intellectuelle au Venezuela.</p> <p>Réglemente l'activité des services autonomes. Il importe de souligner que l'organisme public chargé d'administrer la propriété intellectuelle au Venezuela est doté de ce statut.</p> <p>Ce décret régit l'organisation et le fonctionnement du Service autonome de la propriété intellectuelle.</p> <p>Cette loi régit les droits et obligations dans le domaine douanier et les obligations nées des liens juridiques qui en découlent, avec notamment des dispositions relatives aux mesures visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Décret n° 356, ayant rang et force de loi, relatif à la promotion et à la protection des investissements</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 5.390 du 22 octobre 1999. Entrée en vigueur: 21 décembre 1999.</p> <p><u>Code organique de procédure pénale</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 5.208 du 23 janvier 1998. Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1999.</p> <p><u>Article 546 du Code civil</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 2.990 du 26 juillet 1992.</p> <p><u>Articles 45 à 50 de la Loi sur les hypothèques mobilières et le nantissement</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 1.575 du 4 avril 1973.</p> <p><u>Loi organique sur les procédures administratives</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 2.818 du 1^{er} juillet 1981.</p> <p><u>Loi visant à promouvoir et à protéger l'exercice de la libre concurrence</u></p> <p>Journal officiel n° 34.880 du 13 janvier 1992.</p>	<p>Cette loi a pour objet de réglementer les investissements ou de régir les activités des investisseurs nationaux et étrangers et d'établir un cadre juridique stable dans lequel les investissements ou les investisseurs jouissent d'une sécurité juridique.</p> <p>Contient les dispositions relatives à l'instruction et aux garanties d'une procédure régulière consacrées dans la Constitution nationale et dans les conventions, traités et accords ratifiés par la République du Venezuela.</p> <p>Cet article définit la nature des droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Ces articles établissent le régime applicable aux droits susceptibles d'hypothèque, aussi bien en matière de droit d'auteur que de droits de propriété industrielle.</p> <p>Cette loi réglemente tout ce qui a trait aux démarches administratives, les droits des particuliers vis-à-vis de l'administration, la façon d'exercer ces droits, les procédures et recours administratifs.</p> <p>Cette loi a pour objet de promouvoir et de protéger l'exercice de la libre concurrence et l'efficiencia en faveur des consommateurs et des producteurs. De même, elle interdit les comportements et pratiques monopolistiques et oligopolistiques et autres manifestations qui risquent d'entraver, de restreindre, de fausser ou de limiter la jouissance de la liberté économique.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p><u>Résolution n° 4328 relative à la constitution d'hypothèques sur la propriété industrielle et le droit d'auteur</u></p> <p>Journal officiel n° 30.432 du 25 juin 1974.</p> <p><u>Décision n° 391 de la Commission de l'Accord de Carthagène – Régime commun concernant l'accès aux ressources génétiques</u></p> <p>Adoptée à Caracas (Venezuela) le 2 juillet 1996.</p> <p>Journal officiel de l'Accord de Carthagène n° 213 du 17 juillet 1996.</p> <p><u>Loi sur la diversité biologique</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 5.468 du 24 mai 2000.</p>	<p>Dans cette résolution, le Ministère du développement de l'époque a établi la procédure administrative à suivre pour les demandes d'autorisation déposées par les personnes physiques ou morales souhaitant constituer pour leur compte une hypothèque sur des établissements commerciaux, des machines industrielles et une hypothèque sur le droit d'auteur et sur la propriété industrielle, conformément au paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur les hypothèques mobilières et le nantissement.</p> <p>La Décision n° 391 vise à réglementer l'accès aux ressources génétiques des pays membres et à leurs produits dérivés, à diverses fins, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention sur la diversité biologique. Ses dispositions générales sont destinées à encourager l'utilisation et l'exploitation durables des ressources génétiques, à renforcer l'intégration et la coopération des pays membres dans les domaines scientifique, technique et culturel et à promouvoir le développement harmonieux et global de ces derniers.</p> <p>Elle établit les principes régissant la conservation de la diversité biologique, conformément aux principes et dispositions de la Convention sur la diversité biologique. Dans ses dispositions générales, elle classe la diversité biologique au rang des biens juridiques protégés, liés à l'environnement, essentiels à la vie, et confère à sa conservation et à son utilisation durable un caractère d'utilité publique. Elle prévoit que l'État dispose de droits souverains sur ces ressources. En outre, elle comprend des dispositions relatives à la reconnaissance et à la protection des savoirs traditionnels des communautés autochtones et locales.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<p>Propriété industrielle</p> <p><u>Décision n° 291 de la Commission de l'Accord de Carthagène – Régime commun concernant le traitement des capitaux étrangers ainsi que des marques, brevets, licences et redevances</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 4.284 du 28 juin 1991.</p> <p><u>Décret n° 2095 contenant le règlement d'application du Régime commun concernant le traitement des capitaux étrangers ainsi que des marques, brevets, licences et redevances,</u></p> <p>du 13 février 1992.</p> <p><u>Loi et réglementation en matière de propagande commerciale</u></p> <p>Journal officiel n° 21.563 du 6 septembre 1944; et Journal officiel n° 21.552 du 3 novembre 1944.</p> <p><u>Articles 37 et 55 du Règlement général concernant les produits alimentaires</u></p> <p>Journal officiel n° 25.864 du 16 janvier 1959.</p> <p><u>Articles n° 26 et 30 du Code de commerce</u></p> <p>Journal officiel n° 475 du 21 décembre 1955.</p> <p><u>Loi sur le timbre fiscal</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 5.391 du 22 octobre 1999. Entrée en vigueur: 22 décembre 1999.</p> <p>Droit d'auteur et droits connexes</p> <p><u>Loi sur le dépôt légal</u></p> <p>Journal officiel spécial n° 4.623 du 3 septembre 1993. Entrée en vigueur: 3 septembre 1993.</p>	<p>Cette décision définit ce que recouvre les investissements étrangers et nationaux et réglemente les mécanismes d'investissement, les droits et obligations des investisseurs et l'importation de technologies.</p> <p>Ce règlement développe l'esprit, l'objectif et les règles contenues dans la Décision andine n° 291.</p> <p>Cet ensemble normatif réglemente ce qui a trait à la propagande commerciale afin d'instaurer un régime de concurrence pour les autres producteurs ou distributeurs de marchandises ou de biens de même nature ou similaires.</p> <p>L'article 37 porte réglementation de ce qui a trait aux normes et prescriptions auxquelles doivent satisfaire les indications et étiquettes figurant sur les emballages de produits alimentaires. L'article 55 établit l'instance devant laquelle le recours doit être formé en cas d'application d'une peine d'amende.</p> <p>Elle contient des dispositions relatives aux redevances qui doivent être versées au titre de la concession de droits de propriété industrielle.</p> <p>Elle contient des dispositions pratiques ayant trait à la conservation de la mémoire du patrimoine culturel national.</p>

TITRE DATES D'ADOPTION ET D'ENTRÉE EN VIGUEUR	BRÈVE DESCRIPTION
<u>Règlement d'application de la Loi sur le dépôt légal</u>	Il développe l'esprit, l'objectif et les motifs de la Loi sur le dépôt légal.
Journal officiel n° 5163 du 13 août 1997. Entrée en vigueur: 13 août 1997.	
<u>Loi sur le livre</u>	
Journal officiel n° 36.189 du 21 avril 1997. Entrée en vigueur: 21 avril 1997.	La loi régleme toutes les questions relatives à la protection, la promotion et la diffusion du livre sur l'ensemble du territoire national, ainsi que le développement et la promotion du secteur de l'édition au Venezuela.
<u>Règlement d'application de la Loi sur le livre</u>	
Journal officiel spécial n° 5.285 du 18 décembre 1998. Entrée en vigueur: 18 décembre 1998.	Il développe l'esprit, l'objectif et les motifs de la Loi sur le livre.
<u>Loi sur la cinématographie nationale</u>	
Journal officiel spécial n° 4.626 du 8 septembre 1993. Entrée en vigueur: 8 septembre 1993.	Cette loi a pour objet de réglementer le développement, la promotion, la diffusion et la protection de la cinématographie nationale et des œuvres cinématographiques.
<u>Règlement d'application de la Loi sur la cinématographie nationale</u>	
Journal officiel spécial n° 4.689 du 2 février 1994.	Il développe l'esprit, l'objectif et les motifs de la Loi sur la cinématographie nationale.
<u>Accord institutionnel contre le piratage</u>	
du 4 juin 1996.	L'accord conclu entre le pouvoir exécutif et un ensemble d'institutions privées en vue de lutter contre le piratage d'œuvres, de produits et de productions protégés par la Loi concernant le droit d'auteur, a institué le Commando antipiratage (Comanpi) du Corps technique de la police judiciaire.